

Inspection générale de la sécurité sociale

# Tableau de bord du marché du travail luxembourgeois

Indicateurs relatifs aux flux de main-d'œuvre

Période de référence : janvier 2022 - janvier 2023

Date de parution : mai 2023

### Liste des indicateurs

1. Les flux de main-d'œuvre salariée : nombre de recrutements et de fins de contrat (y compris emplois intérimaires)	2
2. La saisonnalité des flux de main-d'œuvre salariée	3
3. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité	4
4. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le genre	6
5. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon l'âge	9
6. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon la nationalité et la résidence	13
7. Les recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le type de contrat	16
8. Les recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire rémunérés au voisinage du salaire social minimum	19
Note méthodologique	22
ANNEXES	23

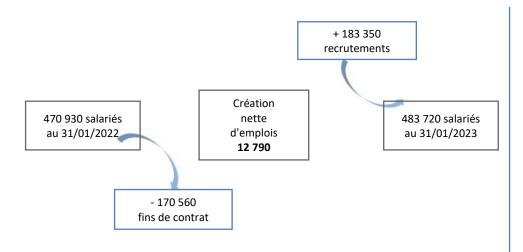
Les chiffres des flux annuels depuis 2009 sont disponibles sur la page suivante : <a href="http://www.adem.public.lu/fr/marche-emploi-luxembourg/faits-et-chiffres/statistiques/igss/Tableaux-interactifs-flux-emploi/index.html">http://www.adem.public.lu/fr/marche-emploi-luxembourg/faits-et-chiffres/statistiques/igss/Tableaux-interactifs-flux-emploi/index.html</a>

Pour des raisons de protection des données à caractère personnel, tous les effectifs présentés dans ce tableau de bord sont arrondis à la dizaine inférieure ou supérieure.

Les explications et les précautions d'utilisation de ces chiffres sont détaillées dans la note méthodologique.

# 1. Les flux de main-d'œuvre salariée : nombre de recrutements et de fins de contrat (y compris emplois intérimaires)

### 1.1. Flux et création nette d'emplois salariés



Au 31 janvier 2023, il y avait 483 720 salariés au Luxembourg contre 470 930 au 31 janvier 2022. Entre ces deux dates, on observe 183 350 recrutements et 170 560 fins de contrat (dont près de 7 010 départs à la retraite¹). Le solde entre les recrutements et les fins de contrat (appelé création nette d'emplois salariés) est de 12 790 salariés. L'emploi salarié a donc augmenté de 12 790 unités sur la période étudiée, soit une progression de 2,7%.

### 1.2. Poids de l'emploi intérimaire dans les flux de main-d'œuvre salariée

	Recrutements (1)	Fins de contrat (2)	Création nette d'emplois salariés (3)=(1)-(2)
Salariés hors intérimaires	154 410	140 640	13 770
Salariés intérimaires	28 940	29 920	- 980
Total	183 350	170 560	12 790

Sur l'ensemble des recrutements réalisés, 16% concernent des emplois salariés intérimaires tandis que 84% concernent des emplois salariés non intérimaires.

Pour les fins de contrat, ces chiffres s'établissent à 18% et 82%. Notons que parmi l'ensemble des salariés travaillant au Luxembourg au 31 janvier 2023, 1,3% occupent un emploi salarié intérimaire (soit 6 530 personnes).

¹Ce nombre de départs à la retraite ne comprend pas les retraites du régime statutaire (fonctionnaires et employés de l'Etat) car les données ne sont pas encore disponibles pour la période étudiée. En se basant sur les données des 12 mois antérieurs, on peut estimer à quelque 600 les départs à la retraite du régime statutaire.

# 2. La saisonnalité des flux de main-d'œuvre salariée<sup>2</sup>

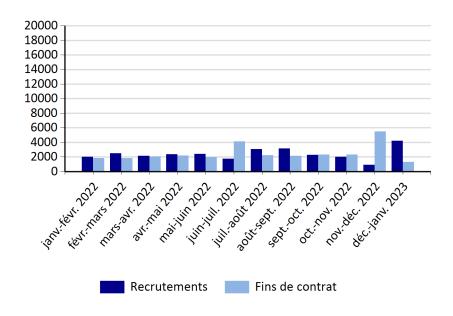
### Salariés non intérimaires



Selon les mois, le nombre de recrutements de salariés non intérimaires oscille entre 8 330 et 20 210 ; celui des fins de contrat, entre 9 480 et 14 440.

**Guide de lecture :** Entre janvier et février 2022, on observe 11 150 recrutements et 9 480 fins de contrat pour les salariés non intérimaires.

### Salariés intérimaires

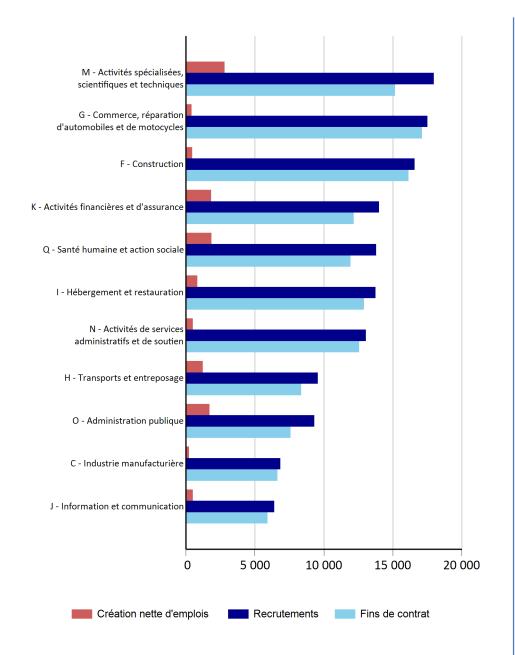


Selon les mois, le nombre de recrutements de salariés intérimaires oscille entre 920 et 4 230; celui des fins de contrat, entre 1 320 et 5 490.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup>Les chiffres correspondant au point 2 sont présentés dans les tableaux 1 et 2 de l'annexe.

### 3. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité<sup>3</sup>

### 3.1. Répartition globale des recrutements et des fins de contrat selon le secteur d'activité



**Guide de lecture :** Pour le secteur "Activités spécialisées, scientifiques et techniques", le nombre de recrutements entre janvier 2022 et janvier 2023 s'élève environ à 17 990, le nombre de fins de contrat à 15 180. La création nette d'emplois, qui correspond à la différence entre le nombre de recrutements et le nombre de fins de contrat, est de 2 810.

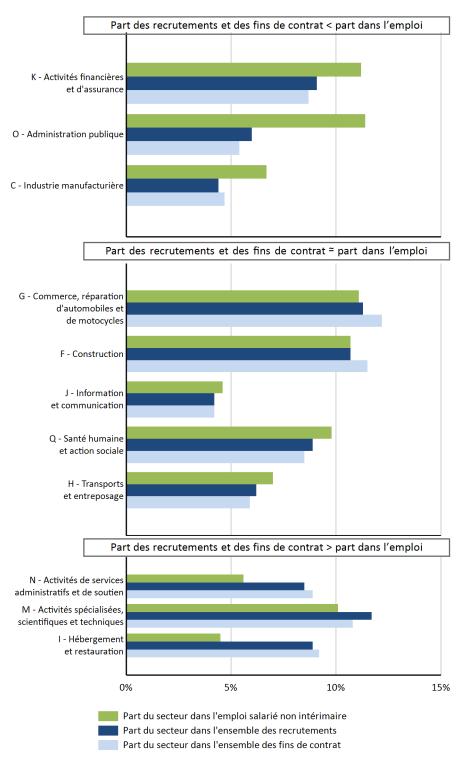
Avec respectivement 17 990, 17 520, 16 590 et 14 000 recrutements, les secteurs "Activités spécialisées, scientifiques et techniques", "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles", "Construction" ainsi que "Activités financières et d'assurance" sont ceux qui ont le plus recruté entre janvier 2022 et janvier 2023.

Ce sont dans ces mêmes secteurs que l'on observe le plus grand nombre de fins de contrat.

Dans tous les secteurs présentés ici, le solde entre les recrutements et les fins de contrat est positif; autrement dit, ils sont tous créateurs d'emplois, même s'ils le sont dans des mesures très différentes.

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup>Les secteurs mentionnés ici sont ceux qui représentent plus de 4% de l'emploi salarié non-intérimaire. Les chiffres relatifs à tous les secteurs se trouvent dans le tableau 3 de l'annexe.

# 3.2. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le poids du secteur d'activité dans l'emploi



**Guide de lecture :** les secteurs d'activité sont classés en trois groupes. Le 1<sup>er</sup> rassemble les secteurs dans lesquels la part qu'ils représentent dans les recrutements et les fins de contrat est inférieure à celle qu'ils représentent dans l'emploi salarié. Le 2<sup>eme</sup> groupe rassemble les secteurs où la part dans les recrutements et les fins de contrat est identique à la part du secteur dans l'emploi. Le dernier groupe contient les secteurs où la part dans les recrutements et les fins de contrat est supérieure à la part du secteur dans l'emploi.

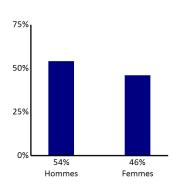
Dans le 1<sup>er</sup> groupe par exemple, le secteur "Administration publique", qui occupe 11% des salariés (hors intérimaires), représente 6% des recrutements et 5% des fins de contrat.

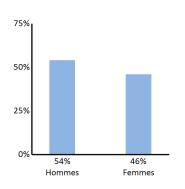
La part que représente chaque secteur dans les flux de main-d'œuvre ne correspond pas toujours à la part qu'il représente dans l'emploi.

La différence entre les deux s'explique par la dynamique de l'emploi dans le secteur. Cette dynamique résulte du jeu simultané de la destruction et de la création d'emplois mais surtout de la rotation de la main-d'œuvre sur les postes existants : les secteurs employant du personnel peu qualifié (comme l'HORECA ou les activités de services administratifs ou de soutien) ont traditionnellement une rotation sur postes existants plus élevée que les secteurs nécessitant une main-d'œuvre qualifiée, ce qui explique que la part que ces secteurs représentent dans les recrutements et les fins de contrat soit supérieure à celle qu'ils représentent dans l'emploi salarié.

# 4. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le genre<sup>4</sup>

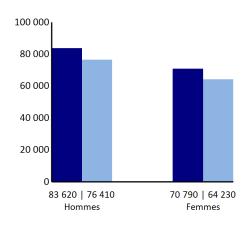
### 4.1. Répartition globale des recrutements et des fins de contrat selon le genre





Recrutements en %

Fins de contrat en %



Nombre de recrutements et de fins de contrat

#### Guide de lecture :

1er graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre janvier 2022 et janvier 2023, 54% des concernent des hommes et 46% des femmes.

2<sup>e</sup> graphique : Parmi l'ensemble des fins de contrat effectués entre janvier 2022 et janvier 2023, 54% concernent des hommes et 46% des femmes.

 $3^e$  graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre janvier 2022 et janvier 2023, 83 620 concernent des hommes. C'est le cas de 76 410 fins de contrat.

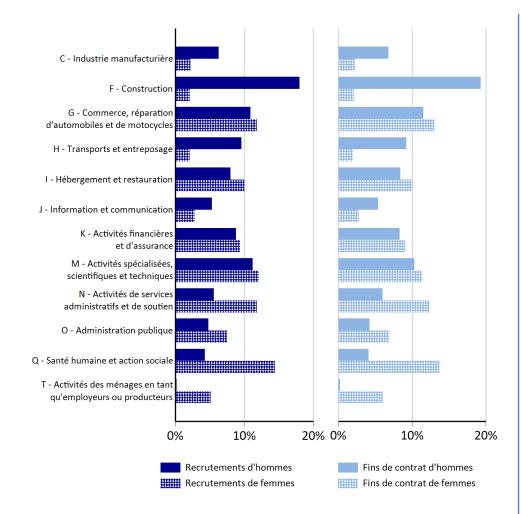
<sup>4</sup>Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 4 de l'annexe.

Parmi les 154 410 recrutements (hors intérimaires) réalisés entre janvier 2022 et janvier 2023, 46% concernent une femme. La part des femmes respectivement dans les recrutements et les fins de contrat est supérieure à la part qu'elles représentent dans l'emploi salarié (41%). Cette surreprésentation des femmes dans les flux de main-d'œuvre s'explique notamment par le fait qu'elles sont proportionnellement plus présentes que les hommes dans les professions ayant un fort turn over.

Qu'il s'agisse des hommes et des femmes, la création nette d'emplois (solde entre le nombre de recrutements et de fins de contrat) est positive. Ainsi, entre janvier 2022 et janvier 2023, le nombre d'hommes salariés (hors intérimaires) sur le marché du travail a augmenté de 7 210 unités, ce chiffre s'établissant à 6 560 pour les femmes.

Pour les hommes, la création nette d'emplois représente 9% des recrutements (= 7 210/83 620) et 9% pour les femmes.

### 4.2. Structure des recrutements et des fins de contrat selon le secteur d'activité et le genre



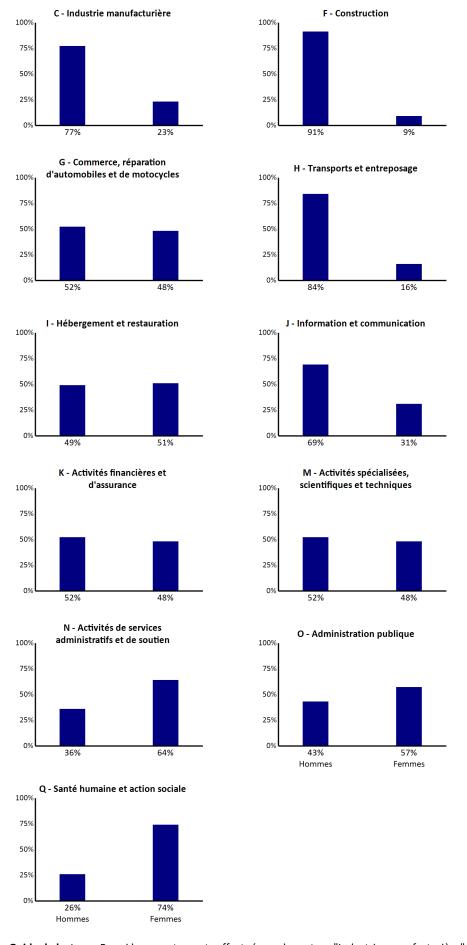
Les trois secteurs qui recrutent le plus de femmes sont "Santé humaine et action sociale", "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" et "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles", qui représentent 14%, 12% et 12% des recrutements féminins (hors intérimaires).

La part que représente certains secteurs dans les recrutements féminins est très différente de la part qu'ils représentent dans les recrutements masculins. Par exemple, le secteur "Santé humaine et action sociale" représente 14% des recrutements féminins contre 4% des recrutements masculins. A l'inverse, le secteur "Information et communication" représente 5% des recrutements masculins contre 3% des recrutements féminins.

Notons, pour les femmes, le nombre important de recrutements (3 610) liés à des emplois de femmes de ménage dans les ménages privés.

**Guide de lecture :** Les recrutements de femmes dans le secteur "Industrie manufacturière" représentent 2% de l'ensemble des recrutements féminins. Les recrutements d'hommes dans le même secteur représentent 6% de l'ensemble des recrutements masculins.

### 4.3. Structure des recrutements dans différents secteurs d'activité selon le genre



**Guide de lecture :** Parmi les recrutements effectués par le secteur "Industrie manufacturière" entre janvier 2022 et janvier 2023, 77% concernent des hommes et 23% des femmes.

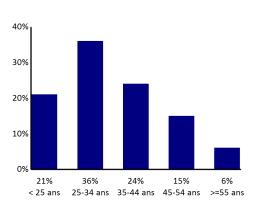
Les graphiques ci-contre représentent, pour les secteurs d'activité les plus importants en termes d'emplois, la structure des recrutements qui y sont réalisés. Ces graphiques illustrent le fait que les deux groupes de main-d'œuvre, femmes et hommes, se positionnent de façon très différenciée selon les secteurs d'activité.

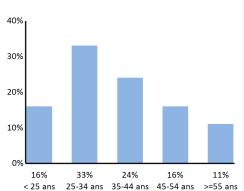
Certains secteurs se caractérisent par une très forte concentration de femmes dans les recrutements. Par exemple "Santé humaine et action sociale", "Activités de services administratifs et de soutien" et "Administration publique" où elles représentent respectivement 74%, 64% et 57% des recrutements.

Dans d'autres secteurs, on observe une forte concentration d'hommes. Ces derniers représentent 91% des recrutements réalisés dans "Construction", 84% dans "Transports et entreposage" et 77% dans "Industrie manufacturière".

### 5. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon l'âge<sup>5</sup>

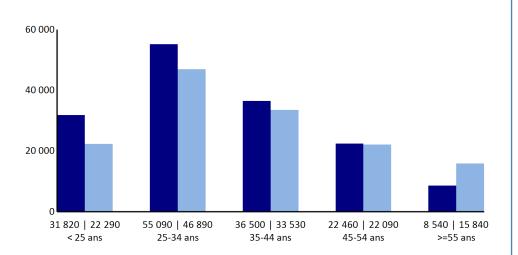
### 5.1. Répartition globale des recrutements et des fins de contrat selon l'âge





Recrutements en %

Fins de contrat en %



Nombre de recrutements et de fins de contrat

#### Guide de lecture :

1<sup>er</sup> graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre janvier 2022 et janvier 2023, 21% concernent des jeunes de moins de 25 ans.

2º graphique : Parmi l'ensemble des fins de contrat effectués entre janvier 2022 et janvier 2023, 16% concernent des jeunes de moins de 25 ans.

3° graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre janvier 2022 et janvier 2023, 31 820 recrutements concernent des jeunes de moins de 25 ans. C'est le cas de 22 290 fins de contrat.

<sup>5</sup>Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 5 de l'annexe.

Parmi les 154 410 recrutements réalisés entre janvier 2022 et janvier 2023, 21% concernent les personnes de moins de 25 ans, 36% les 25-34 ans, 24% les 35-44 ans, 15% les 45-44 ans et 6% les 55 ans et plus.

Parmi les 140 640 fins de contrat, 16% concernent les personnes de moins de 25 ans, 33% les 25-34 ans, 24% les 35-44 ans, 16% les 45-44 ans et 11% les 55 ans et plus.

On observe le plus grand nombre de recrutements (55 090) chez les 25-34 ans.

Les fins de contrat les plus nombreuses (46 890) concernent les personnes de 25-34 ans.

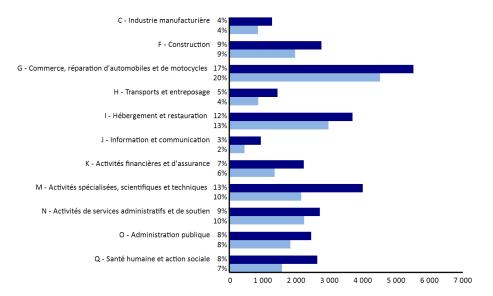
Si l'on compare la part que représente chaque classe d'âge dans les flux de main-d'œuvre avec celle qu'elle représente dans l'emploi salarié, on constate que :

- Les plus jeunes sont surreprésentés dans les flux puisqu'ils représentent 6% dans l'emploi salarié. Cette situation s'explique notamment par la plus forte mobilité des jeunes qui démarrent fréquemment leur carrière par des CDD.
- Les 25-34 ans sont surreprésentés dans les flux (27% dans l'emploi salarié)
- Les 35-44 ans sont sous-représentés dans les flux (28% dans l'emploi salarié)
- Les 45-54 ans sont sous-représentés dans les flux (26% dans l'emploi salarié)
- Les 55 ans et plus sont sous-représentés dans les flux (13% dans l'emploi salarié)

Si l'on calcule la création nette d'emplois (solde entre le nombre de recrutements et de fins de contrat) en fonction de l'âge, on observe qu'elle diminue à mesure que l'âge augmente. Elle s'élève à 9 530 pour les plus jeunes, diminue respectivement à 8 200 et 2 970 pour les classes 25-34 ans et 35-44 ans. Pour les 45-54 ans, elle est nulle et devient négative pour les 55 ans et plus, du fait des départs à la retraite.

### 5.2. Structure des recrutements et des fins de contrat selon le secteur d'activité et l'âge

### < 25 ans

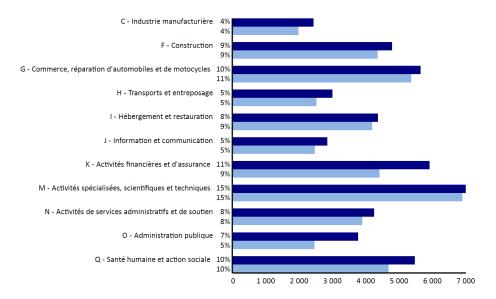


Les trois secteurs qui recrutent le plus de personnes de moins de 25 ans sont "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (qui représente 17% des recrutements des moins de 25 ans), "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (13%) et "Hébergement et restauration" (12%).

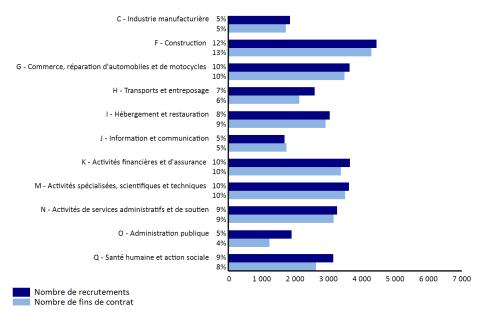
Les trois secteurs qui recrutent le plus de 25-34 ans sont "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (15%), "Activités financières et d'assurance" (11%) et "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (10%).

Les trois secteurs qui recrutent le plus de 35-44 ans sont "Construction" (12%), "Activités financières et d'assurance" (10%) et "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (10%).

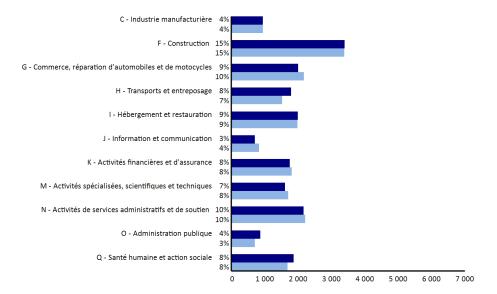
#### 25-34 ans



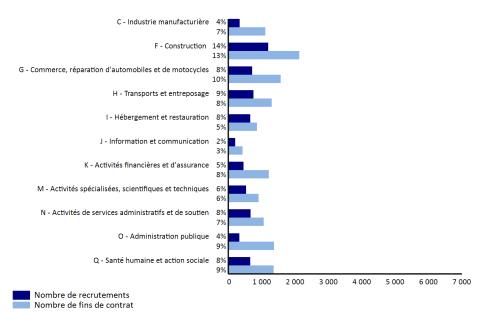
### 35-44 ans



### 45-54 ans



>=55 ans

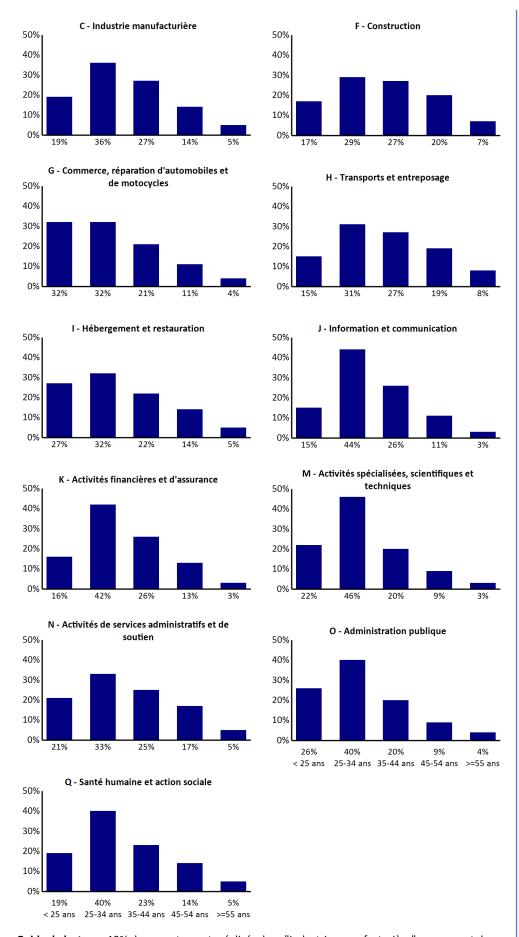


**Guide de lecture :** Parmi l'ensemble des recrutements concernant des moins de 25 ans, 1 280 sont effectués dans "Industrie manufacturière", ils représentent 4% de l'ensemble des recrutements concernant les moins de 25 ans (qui s'élèvent à 31 820). Parmi l'ensemble des fins de contrat concernant des moins de 25 ans, 860 sont effectués dans "Industrie manufacturière", ils représentent 4% de l'ensemble des fins de contrat concernant les moins de 25 ans (qui s'élèvent à 22 290).

Les trois secteurs qui recrutent le plus de 45-54 ans sont "Construction" (15%), "Activités de services administratifs et de soutien" (10%) et "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (9%).

Les trois secteurs qui recrutent le plus de 55 ans et plus sont "Construction" (14%), "Transports et entreposage" (9%) et "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (8%).

### 5.3. Structure des recrutements dans différents secteurs d'activité selon l'âge



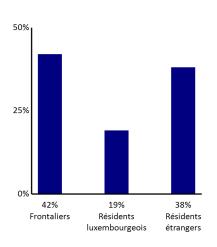
**Guide de lecture :** 19% des recrutements réalisés dans "Industrie manufacturière" concernent des moins de 25ans, 36% des 25-34 ans.

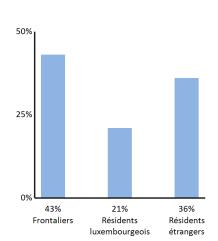
Les graphiques ci-contre représentent, pour les secteurs d'activité les plus importants en termes d'emplois, la structure des recrutements qui y sont réalisés.

Dans tous les secteurs, l'ordre dans lequel s'organise les différentes classes d'âge est le même : ce sont toujours les 25-34 ans qui représente la part des recrutements la plus élevée et les 55 ans et plus la plus faible.

# 6. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon la nationalité et la résidence<sup>6</sup>

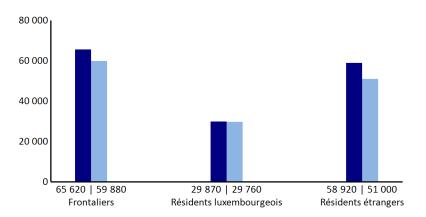
# 6.1. Répartition globale des recrutements et des fins de contrat selon la nationalité et la résidence





Recrutements en %

Fins de contrat en %



Nombre de recrutements et de fins de contrat

#### Guide de lecture :

1er graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre janvier 2022 et janvier 2023, 42% concernent des frontaliers.

2° graphique : Parmi l'ensemble des fins de contrat effectuées entre janvier 2022 et janvier 2023, 43% concernent des frontaliers.

3° graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre janvier 2022 et janvier 2023, 65 620 recrutements concernent des frontaliers. C'est le cas de 59 880 fins de contrat.

<sup>6</sup>Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 6 de l'annexe.

<sup>7</sup>Si nous comparons les stocks (et non les flux) d'emplois salariés à deux dates différentes, en l'occurrence janvier 2022 et janvier 2023, nous mettons en évidence une augmentation du nombre de salariés résidents de nationalité luxembourgeoise de 2 140 unités. Comme nous venons de le montrer, cette augmentation ne s'explique pas par un solde positif entre recrutements et fins de contrat, mais par le phénomène des naturalisations qui touchent un grand nombre d'actifs en emploi. En effet, parmi les résidents travaillant au Luxembourg en janvier 2022 et en janvier 2023, 2 320 résidents qui étaient de nationalité étrangère en janvier 2022 avaient acquis la nationalité luxembourgeoise en janvier 2023.

<sup>8</sup>Ces chiffres tiennent compte d'une estimation du nombre de départs vers le régime de pension statutaire (fonctionnaires et employés de l'Etat).

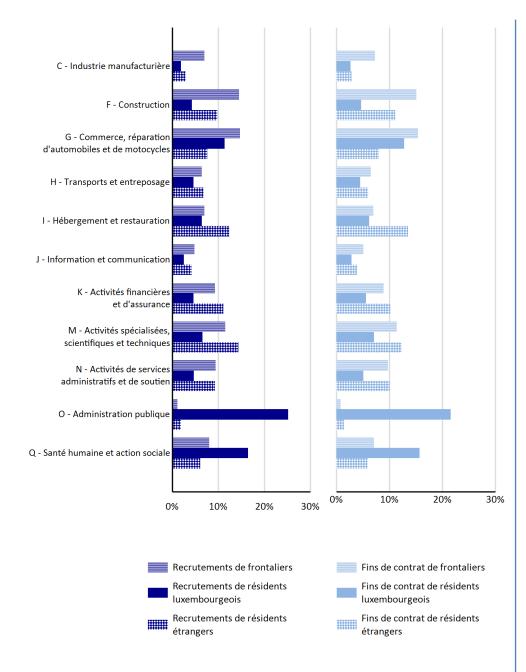
Parmi les 154 410 recrutements (hors intérimaires) réalisés entre janvier 2022 et janvier 2023, 42% ont concerné des frontaliers, 19% des résidents luxembourgeois et 38% des résidents de nationalité étrangère. Parmi les 140 640 fins de contrat observées au cours de la même période, 43% ont concerné des frontaliers, 21% des résidents luxembourgeois et 36% des résidents de nationalité étrangère.

En calculant la différence entre recrutements et fins de contrat (création nette d'emplois), on observe que la situation est différente pour les résidents de nationalité luxembourgeoise par rapport aux résidents étrangers et aux frontaliers.

En effet, alors que pour les deux derniers groupes, la création nette d'emplois s'élève respectivement à 7 920 et 5 740, elle est plus faible pour les résidents luxembourgeois.

Cette situation s'explique en partie par des départs à la retraite beaucoup plus nombreux chez les résidents de nationalité luxembourgeoise, ce qui tient notamment au fait que les frontaliers et les résidents étrangers sont en moyenne plus jeunes que les résidents luxembourgeois<sup>7</sup>. En effet, les résidents luxembourgeois enregistrent quelque 500 départs à la retraite supplémentaires par rapport aux frontaliers et 1 700 par rapport aux résidents de nationalité étrangère<sup>8</sup>.

# 6.2. Structure des recrutements et des fins de contrat selon la nationalité et la résidence et selon le secteur d'activité



**Guide de lecture :** Les recrutements de résidents luxembourgeois dans le secteur "Industrie manufacturière" représentent 2% de l'ensemble des recrutements de résidents luxembourgeois. Les recrutements de résidents étrangers dans ce secteur représentent 3% de l'ensemble des recrutements de résidents étrangers. Pour les frontaliers, ce chiffre s'établit à 7%.

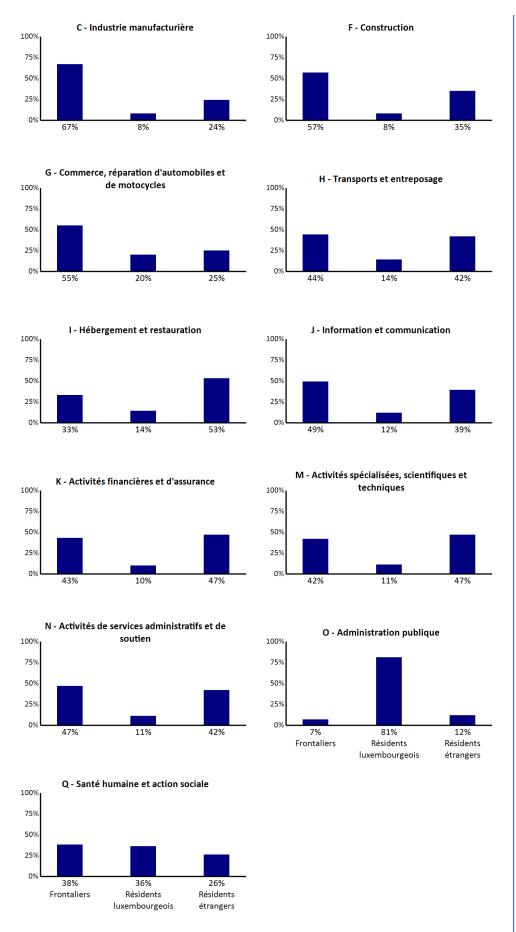
Les trois secteurs qui recrutent le plus de résidents luxembourgeois sont "Administration publique" (qui représente 25% des recrutements de résidents luxembourgeois), "Santé humaine et action sociale" (17%) et "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (11%).

Les trois secteurs qui recrutent le plus de frontaliers sont "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (15%), "Construction" (15%) et "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (12%).

Les trois secteurs qui recrutent le plus de résidents étrangers sont "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (14%), "Hébergement et restauration" (12%) et "Activités financières et d'assurance" (11%).

Globalement, la part que représente chaque secteur dans l'ensemble des fins de contrat concernant les frontaliers, les résidents luxembourgeois et étrangers est très proche de celle qu'il représente dans les recrutements.

# 6.3. Structure des recrutements dans différents secteurs d'activité selon la nationalité et la résidence



**Guide de lecture :** Parmi les recrutements effectués par le secteur "Industrie manufacturière" entre janvier 2022 et janvier 2023, 67% concernent des frontaliers, 8% des résidents luxembourgeois et 24% des résidents étrangers.

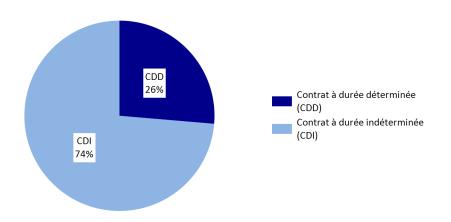
Les graphiques ci-contre représentent, pour les secteurs d'activité les plus importants en termes d'emplois, la structure des recrutements qui y sont réalisés. Ces graphiques illustrent le fait que les trois groupes de main-d'œuvre, frontaliers, résidents luxembourgeois et résidents étrangers, se positionnent de façon très différenciée selon les secteurs d'activité.

Certains secteurs se caractérisent par une très forte concentration de frontaliers dans les recrutements, par exemple "Industrie manufacturière", "Construction" et "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles".

Dans d'autres secteurs, on observe soit une forte concentration de résidents étrangers (ces derniers représentent par exemple 47% des recrutements réalisés dans "Activités spécialisées, scientifiques et techniques"), soit une forte concentration de résidents luxembourgeois (comme dans "Administration publique" ou "Santé humaine et action sociale" où ils représentent respectivement 81% et 36% des recrutements).

# 7. Les recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le type de contrat<sup>9</sup>

### 7.1. Répartition globale des recrutements selon le type de contrat

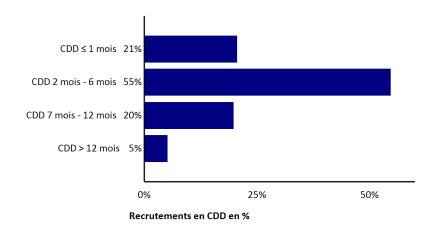


**Guide de lecture :** Ce graphique indique la répartition des recrutements entre CDI et CDD. Parmi les 154 410 recrutements (hors intérimaires) réalisés entre janvier 2022 et janvier 2023, 26% sont des contrats à durée déterminée et 74% des contrats à durée indéterminée.

La part de contrat à durée déterminée (CDD) dans les recrutements, qui s'élève à 26%, est beaucoup plus importante que celle qui est observée dans le stock d'emplois. En effet, parmi l'ensemble des salariés actifs non intérimaires au Luxembourg au 31 janvier 2023, seuls 5% ont un CDD tandis que 95% bénéficient d'un CDI.

Cette différence entre la part de CDD dans les recrutements et dans l'emploi salarié (hors intérimaires) est tout à fait normale puisque, les CDD, ayant une durée de vie plus courte, sont proportionnellement moins nombreux dans le stock.

### 7.2. Répartition des recrutements en CDD selon la durée du contrat

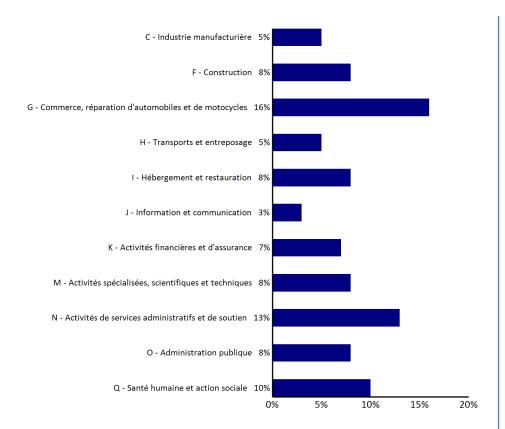


**Guide de lecture**: Ce graphique décompose les 26% de CDD selon la durée des contrats: 21% ont une durée inférieure ou égale à un mois; 55% sont prévus pour une durée comprise entre 2 mois et 6 mois; 20% s'échelonnent entre 7 et 12 mois et 5% ont une durée supérieure à 12 mois.

Parmi les recrutements en CDD, près des 3/4 correspondent à des contrats courts inférieurs ou égaux à 6 mois. Seuls 5% des CDD ont une durée supérieure à 12 mois.

<sup>&</sup>lt;sup>9</sup>Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 7 de l'annexe.

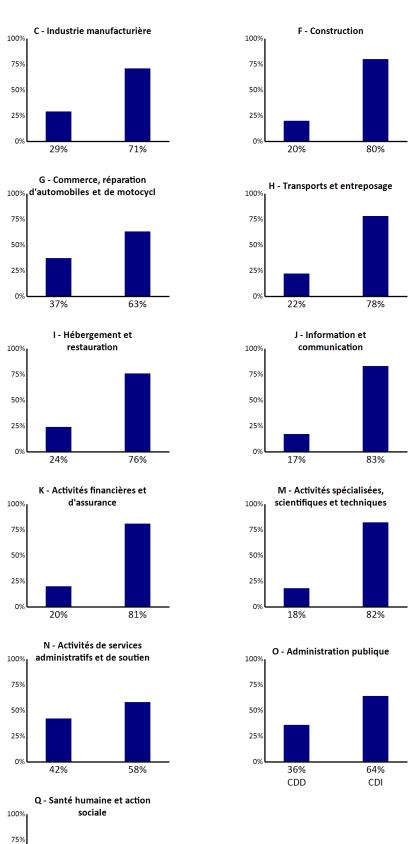
### 7.3. Structure des recrutements en CDD selon le secteur d'activité



39% des recrutements en CDD sont concentrés dans trois secteurs d'activité, qui représentent ensemble 28% du total des recrutements. Il s'agit de "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (qui recrute 16% des CDD), de "Activités de services administratifs et de soutien" (13%) et de "Santé humaine et action sociale" (10%).

Guide de lecture : Le secteur "Industrie manufacturière" représente 5% des recrutements en CDD.

### 7.4. Structure des recrutements dans différents secteurs d'activité selon le type de contrat



**Guide de lecture :** Parmi les recrutements effectués par le secteur "Industrie manufacturière" entre janvier 2022 et janvier 2023, 71% concernent des CDI et 29% des CDD.

50% 25%

31%

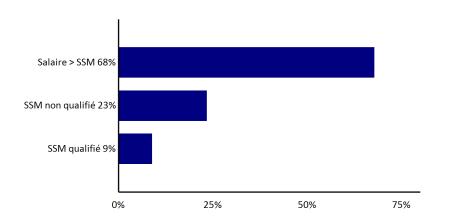
69%

Dans certains secteurs, la part de CDD dans les recrutements est supérieure à la moyenne, qui s'établit, comme l'indique le graphique 7.1, à 26%. Il s'agit des secteurs "Activités de services administratifs et de soutien", qui incluent les entreprises de nettoyage (42% des recrutements dans ce secteur sont des CDD), de "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (37%), de "Administration publique" (36%) et de "Santé humaine et action sociale" (31%). Pour l'administration publique, les CDD concernent essentiellement des salariés qui exercent des fonctions d'enseignement (voir tableau 7 en annexe).

A contrario, d'autres secteurs affichent une part de recrutements en CDD inférieure à la moyenne : "Construction" (20%), "Activités financières et d'assurance" (20%), "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (18%) et "Information et communication" (17%). Pour l'HORECA, il est possible que le manque de main-d'œuvre contraigne les employeurs à proposer des CDI, de manière à accroître l'attractivité du secteur.

# 8. Les recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire rémunérés au voisinage du salaire social minimum<sup>10</sup>

### 8.1. Répartition globale des recrutements selon la rémunération



**Guide de lecture :** Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre janvier 2022 et janvier 2023, 32% (= 23% + 9%) sont rémunérés au voisinage du salaire social minimum (SSM).

Le fait de parler de rémunération au voisinage du SSM et non de rémunération au SSM est volontaire et reflète les difficultés à identifier de façon précise les salariés percevant le salaire social minimum.

Selon la méthodologie utilisée par l'IGSS, un salarié est rémunéré au voisinage du SSM au 31 mars d'une année donnée.

- $\bullet$  si son salaire horaire est inférieur ou égal à 102% du SSM horaire pour travailleurs non qualifiés
- si son salaire horaire est compris entre 100% et 102% du SSM horaire pour travailleurs qualifiés.

Le fait d'étendre l'intervalle à 102% du SSM horaire s'explique ainsi : certains salariés qui ont un contrat de travail prévoyant une rémunération au SSM peuvent bénéficier de compléments de rémunération qui ne sont pas déclarés séparément du salaire de base dans les fichiers du centre commun de la sécurité sociale. En conséquence, ces salariés seraient considérés à tort comme ayant un salaire supérieur au SSM si on se contentait de dénombrer les salariés présentant un salaire de base égal au SSM.

La part de recrutements rémunérés au voisinage du salaire social minimum, qui s'élève à 32%, est beaucoup plus importante que celle qui est observée dans le stock d'emplois. En effet, parmi l'ensemble des salariés actifs non intérimaires au Luxembourg au 31 mars 2022, seuls 14% sont rémunérés au voisinage du SSM.

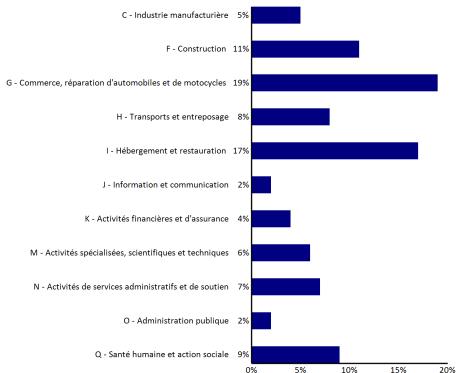
Cette différence entre la part d'emplois rémunérés au SSM dans les recrutements et dans l'emploi salarié (hors intérimaires) s'explique par deux éléments :

- Il y a un turn over plus important sur les emplois rémunérés au SSM puisqu'ils correspondent à des emplois peu qualifiés.
- Le salaire des personnes recrutées au SSM et se maintenant en emploi peut évoluer au fur et à mesure de la carrière et dépasser le SSM.

Dans 73% des recrutements rémunérés au voisinage du SSM, il s'agit du SSM non qualifié, correspondant en janvier 2023 à 2 508 € par mois pour un temps plein. Le SSM qualifié concerne 27% des recrutements rémunérés au salaire social minimum et s'élève en janvier 2023 à 3 010 € par mois.

<sup>&</sup>lt;sup>10</sup>Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 8 de l'annexe.

### 8.2. Structure des recrutements rémunérés au voisinage du SSM selon le secteur d'activité

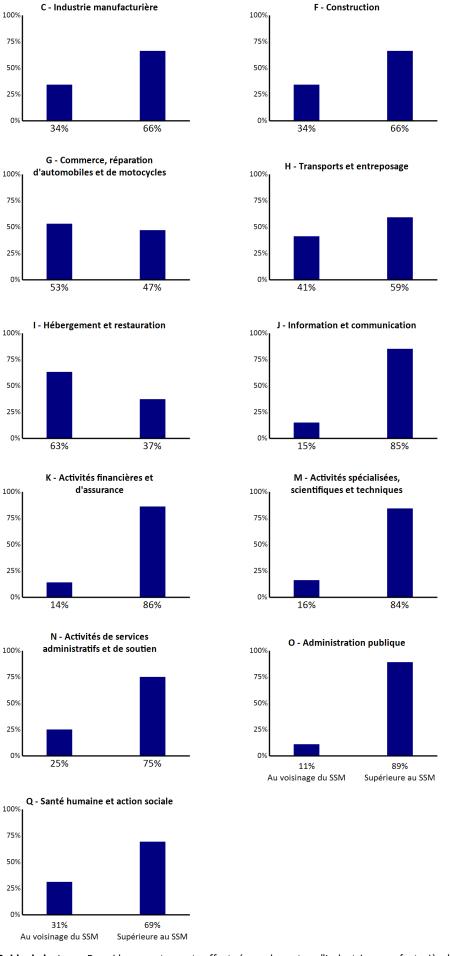


Guide de lecture : Le secteur "Industrie manufacturière" représente 5% des recrutements rémunérés au voisinage du salaire social minimum.

36% des recrutements rémunérés au voisinage du SSM sont concentrés dans deux secteurs d'activité, qui représentent ensemble 20% du total des recrutements. Il s'agit de "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" et de "Hébergement et restauration" (qui représentent 19% et 17% des recrutements au voisinage du SSM).

Les secteurs "Construction" et "Santé humaine et action sociale" représentent à eux deux 20% des recrutements au SSM.

### 8.3. Structure des recrutements dans différents secteurs d'activité selon la rémunération



**Guide de lecture :** Parmi les recrutements effectués par le secteur "Industrie manufacturière" entre janvier 2022 et janvier 2023, 34% sont rémunérés au voisinage du salaire social minimum.

Dans certains secteurs, la part de recrutements au voisinage du SSM est supérieure à la moyenne, qui s'établit à 32%. Il s'agit de "Hébergement et restauration" (63% des recrutements dans ce secteur sont rémunérés au voisinage du SSM), de "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (53%) et de "Transports et entreposage" (41%) (voir tableau 8 en annexe).

A contrario, d'autres secteurs affichent une part de recrutements au voisinage du SSM inférieure à la moyenne, notamment "Activités financières et d'assurance" (14%) ainsi que "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (16%).

# Note méthodologique

#### Définitions et méthodes

Les recrutements et les fins de contrat sont identifiés à partir des affiliations des individus auprès du système de sécurité sociale luxembourgeois.

- Une personne absente des fichiers de la sécurité sociale à la fin du mois t et présente dans les fichiers à la fin du mois t+1 est comptabilisée comme un recrutement.
- Une personne présente dans les fichiers de la sécurité sociale à la fin du mois t et absente des fichiers à la fin du mois t+1 est comptabilisée comme une fin de contrat.
- Une personne présente dans les fichiers à la fin des deux mois mais ayant changé d'employeur entre ces deux mois est comptabilisée comme une fin de contrat (auprès de l'ancien employeur) et comme un recrutement (auprès du nouvel employeur).

Les changements d'emploi au sein d'un même employeur ne sont comptabilisés ni dans les recrutements, ni dans les fins de contrat.

La succession de contrats pour une même personne dans la même entreprise n'est pas comptabilisée. Ceci concerne également le travail intérimaire : une succession de plusieurs missions dans une même entreprise est considérée comme un seul contrat de travail et non pas comme une suite de plusieurs recrutements et plusieurs fins de contrat.

Une seule occupation par personne est prise en considération. En cas d'occupations multiples, l'occupation retenue est celle qui correspond au plus grand nombre d'heures de travail.

Parmi l'ensemble des recrutements, une très faible partie (environ 2%) ne correspond pas à de véritables recrutements mais à une reprise du travail à la suite d'un congé parental à temps plein. De la même manière, environ 2% des fins de contrat correspondent à des départs en congé parental à plein temps. Pour des raisons de cohérence entre les données de stock et de flux, il n'est pas possible d'exclure ces « faux » recrutements et ces « fausses » fins de contrat des chiffres présentés ici.

#### **Données**

Les chiffres présentés dans ce tableau de bord sont issus du Centre Commun de la Sécurité Sociale. Les traitements sont réalisés par l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS). Les données consolidées sont disponibles avec trois mois de retard.

### Protection des données à caractère personnel

Pour des raisons de protection des données à caractère personnel, les effectifs réels sont arrondis à la dizaine inférieure ou supérieure. Ainsi, un effectif réel de 0, 10 ou tout multiple de 10 garde sa valeur réelle ; un effectif réel compris entre 1 et 9 est arrondi soit à 0 soit à 10 ; un effectif réel entre 11 et 19 est arrondi soit à 10 soit à 20, etc. En conséquence, la valeur 0 signifie une valeur réelle comprise entre 0 et 9, 10 une valeur réelle comprise entre 1 et 19, etc.

Le logiciel spécialisé TAU-ARGUS (<a href="http://neon.vb.cbs.nl/casc/..%5Ccasc%5Ctau.htm">http://neon.vb.cbs.nl/casc/..%5Ccasc%5Ctau.htm</a>) est utilisé pour arrondir les effectifs de façon à respecter l'additivité autant que possible. Les effectifs réels sont arrondis à la dizaine inférieure ou supérieure (mais pas nécessairement la dizaine la plus proche) de façon à réduire les risques d'identification et de divulgation.

A cause de l'arrondi, la valeur d'un même indicateur peut légèrement différer dans des tableaux distincts.

### Limites dans l'utilisation des arrondis

Attention, comme un écart maximal de 9 est possible entre l'effectif réel et l'effectif arrondi, le calcul de pourcentages réalisé sur les effectifs arrondis peut être différent de celui réalisé sur les effectifs réels. C'est le cas par exemple du calcul d'une évolution ou du calcul de la part que représente un groupe de personnes dans une population donnée. En particulier, quand les effectifs sont petits (sous le millier), les pourcentages calculés peuvent être sensiblement surestimés ou sous-estimés et les évolutions masquées ou inversées. C'est pourquoi il convient d'être très prudent lors de l'analyse de petits effectifs. Toutefois, quel que soit l'effectif, s'il existe une tendance forte à la hausse ou à la baisse, cette tendance sera également observée sur les effectifs arrondis.

Ce tableau de bord a été réalisé dans le cadre du Réseau d'étude sur le marché du travail et de l'emploi (RETEL).

La Cellule Emploi-Travail de l'IGSS remercie les membres du réseau pour leur participation.

Le RETEL constitue un observatoire de l'emploi regroupant les principaux producteurs et utilisateurs de données sur le marché du travail au Luxembourg. Il a pour objectif d'améliorer les connaissances par rapport à l'emploi et au chômage, ceci à travers de nouveaux indicateurs, de nouvelles études et l'organisation de conférences.

Vous pouvez consulter les tableaux de bord dans la rubrique "Faits et chiffres" du portail de l'emploi : <a href="http://www.adem.public.lu/fr/marche-emploi-luxembourg/faits-et-chiffres/statistiques/igss/index.html">http://www.adem.public.lu/fr/marche-emploi-luxembourg/faits-et-chiffres/statistiques/igss/index.html</a>

Pour nous contacter : exclusivement par email à l'adresse <a href="mailto:ceta@igss.etat.lu">cet@igss.etat.lu</a>

# **ANNEXES**

# Liste des tableaux

ableau 1 - Nombre de recrutements salariés intérimaires et non intérimaires par mois	24
ableau 2 - Nombre de fins de contrat salariés intérimaires et non intérimaires par mois	24
ableau 3 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité	25
ableau 4 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le genre	26
ableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et l'âge	29
ableau 6 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence	33
ableau 7 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le type de contrat	37
ableau 8 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et la rémunération au voisinage du salaire social minimum	40

Tableau 1 - Nombre de recrutements salariés intérimaires et non intérimaires par mois (janvier 2022 - janvier 2023)

	janvfévr. 2022	févrmars 2022	mars-avr. 2022	avrmai 2022	mai-juin 2022	juin-juil. 2022	juilaoût 2022	août-sept. 2022	septoct. 2022	octnov. 2022	novdéc. 2022	décjanv. 2023	Total annuel
Salariés non-intérimaires	11 150	13 110	12 790	12 700	11 620	11 470	10 830	20 210	14 800	12 400	8 330	15 010	154 420
Salariés intérimaires	2 030	2 490	2 150	2 380	2 410	1 760	3 090	3 170	2 280	2 010	920	4 230	28 920
Total	13 180	15 600	14 940	15 080	14 030	13 230	13 920	23 380	17 080	14 410	9 250	19 240	183 340

### Tableau 2 - Nombre de fins de contrat salariés intérimaires et non intérimaires par mois (janvier 2022 - janvier 2023)

	janvfévr. 2022	févrmars 2022	mars-avr. 2022	avrmai 2022	mai-juin 2022	juin-juil. 2022	juilaoût 2022	août-sept. 2022	septoct. 2022	octnov. 2022	novdéc. 2022	décjanv. 2023	Total annuel
Salariés non-intérimaires	9 480	10 680	11 340	10 970	10 240	13 860	12 150	14 420	11 690	10 930	10 440	14 440	140 640
Salariés intérimaires	1 860	1 830	2 070	2 200	1 990	4 110	2 260	2 140	2 340	2 310	5 490	1 320	29 920
Total	11 340	12 510	13 410	13 170	12 230	17 970	14 410	16 560	14 030	13 240	15 930	15 760	170 560

Tableau 3 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité (janvier 2022 - janvier 2023)

	Recrutements	Fins de contrat	% du secteur dans	% du secteur dans	Création nette	Contribution du	Emplois salariés non intéri	imaires en janvier 2023	
	1	2	les recrutements	les fins de contrat	d'emplois (CNE) 1-2	secteur à la CNE	Nombre	%	
A - Agriculture, sylviculture et pêche	680	650	0,4%	0,5%	30	0,2%	1 630	0,3%	
B - Industries extractives	60	60	0,0%	0,0%	0	0,0%	260	0,1%	
C - Industrie manufacturière	6 860	6 630	4,4%	4,7%	230	1,7%	32 060	6,7%	
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	290	220	0,2%	0,2%	70	0,5%	1 850	0,4%	
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	350	290	0,2%	0,2%	60	0,4%	2 080	0,4%	
F - Construction	16 590	16 140	10,7%	11,5%	450	3,3%	51 100	10,7%	
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	17 520	17 120	11,3%	12,2%	400	2,9%	53 100	11,1%	
H - Transports et entreposage	9 580	8 350	6,2%	5,9%	1 230	8,9%	33 360	7,0%	
I - Hébergement et restauration	13 750	12 920	8,9%	9,2%	830	6,0%	21 520	4,5%	
J - Information et communication	6 410	5 920	4,2%	4,2%	490	3,6%	21 820	4,6%	
K - Activités financières et d'assurance	14 000	12 180	9,1%	8,7%	1 820	13,2%	53 340	11,2%	
L - Activités immobilières	1 380	1 390	0,9%	1,0%	- 10	-0,1%	3 500	0,7%	
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	17 990	15 180	11,7%	10,8%	2 810	20,4%	48 110	10,1%	
N - Activités de services administratifs et de soutien	13 060	12 570	8,5%	8,9%	490	3,6%	26 870	5,6%	
O - Administration publique	9 320	7 600	6,0%	5,4%	1 720	12,5%	54 560	11,4%	
P - Enseignement (privé)	1 900	1 800	1,2%	1,3%	100	0,7%	5 800	1,2%	
Q - Santé humaine et action sociale	13 790	11 930	8,9%	8,5%	1 860	13,5%	46 960	9,8%	
R - Arts, spectacles et activités récréatives	1 240	1 090	0,8%	0,8%	150	1,1%	2 850	0,6%	
S - Autres activités de services	2 570	2 430	1,7%	1,7%	140	1,0%	7 090	1,5%	
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	3 760	4 030	2,4%	2,9%	- 270	-2,0%	5 690	1,2%	
U - Activités extra-territoriales	220	230	0,1%	0,2%	- 10	-0,1%	810	0,2%	
Z - Non déterminé	3 090	1 910	2,0%	1,4%	1 180	8,6%	2 820	0,6%	
Total	154 410	140 640	100,0%	100,0%	13 770	100,0%	477 180	100,0%	

Tableau 4 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le genre (janvier 2022 - janvier 2023) – partie 1

	R	ecrutements		Fi	ins de contrat		% du secteur dans les	recrutements	% du secteur dans les fins de contra	
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
A - Agriculture, sylviculture et pêche	180	500	680	190	460	650	0,3%	0,6%	0,3%	0,6%
B - Industries extractives	10	50	60	0	60	60	0,0%	0,1%	0,0%	0,1%
C - Industrie manufacturière	1 560	5 300	6 860	1 420	5 210	6 630	2,2%	6,3%	2,2%	6,8%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	80	210	290	50	170	220	0,1%	0,3%	0,1%	0,2%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	60	290	350	50	240	290	0,1%	0,3%	0,1%	0,3%
F - Construction	1 510	15 080	16 590	1 360	14 780	16 140	2,1%	18,0%	2,1%	19,3%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	8 370	9 150	17 520	8 330	8 790	17 120	11,8%	10,9%	13,0%	11,5%
H - Transports et entreposage	1 520	8 060	9 580	1 290	7 060	8 350	2,1%	9,6%	2,0%	9,2%
I - Hébergement et restauration	7 060	6 690	13 750	6 510	6 410	12 920	10,0%	8,0%	10,1%	8,4%
J - Information et communication	1 970	4 440	6 410	1 780	4 140	5 920	2,8%	5,3%	2,8%	5,4%
K - Activités financières et d'assurance	6 660	7 340	14 000	5 850	6 330	12 180	9,4%	8,8%	9,1%	8,3%
L - Activités immobilières	720	660	1 380	700	690	1 390	1,0%	0,8%	1,1%	0,9%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	8 600	9 390	17 990	7 300	7 880	15 180	12,1%	11,2%	11,4%	10,3%
N - Activités de services administratifs et de soutien	8 370	4 690	13 060	7 970	4 600	12 570	11,8%	5,6%	12,4%	6,0%
O - Administration publique	5 310	4 010	9 320	4 400	3 200	7 600	7,5%	4,8%	6,9%	4,2%
P - Enseignement (privé)	1 100	800	1 900	1 030	770	1 800	1,6%	1,0%	1,6%	1,0%
Q - Santé humaine et action sociale	10 170	3 620	13 790	8 810	3 120	11 930	14,4%	4,3%	13,7%	4,1%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	530	710	1 240	470	620	1 090	0,7%	0,8%	0,7%	0,8%
S - Autres activités de services	1 870	700	2 570	1 810	620	2 430	2,6%	0,8%	2,8%	0,8%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	3 610	150	3 760	3 880	150	4 030	5,1%	0,2%	6,0%	0,2%
U - Activités extra-territoriales	170	50	220	170	60	230	0,2%	0,1%	0,3%	0,1%
Z - Non déterminé	1 360	1 730	3 090	860	1 050	1 910	1,9%	2,1%	1,3%	1,4%
Total	70 790	83 620	154 410	64 230	76 410	140 640	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau 4 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le genre (janvier 2022 - janvier 2023) – partie 2

	% des recrutement	s dans le secteur	
	Femmes	Hommes	Total
A - Agriculture, sylviculture et pêche	26,5%	73,5%	100,0%
B - Industries extractives	16,7%	83,3%	100,0%
C - Industrie manufacturière	22,7%	77,3%	100,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	27,6%	72,4%	100,0%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	17,1%	82,9%	100,0%
F - Construction	9,1%	90,9%	100,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	47,8%	52,2%	100,0%
H - Transports et entreposage	15,9%	84,1%	100,0%
I - Hébergement et restauration	51,3%	48,7%	100,0%
J - Information et communication	30,7%	69,3%	100,0%
K - Activités financières et d'assurance	47,6%	52,4%	100,0%
L - Activités immobilières	52,2%	47,8%	100,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	47,8%	52,2%	100,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	64,1%	35,9%	100,0%
O - Administration publique	57,0%	43,0%	100,0%
P - Enseignement	57,9%	42,1%	100,0%
Q - Santé humaine et action sociale	73,7%	26,3%	100,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	42,7%	57,3%	100,0%
S - Autres activités de services	72,8%	27,2%	100,0%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	96,0%	4,0%	100,0%
U - Activités extra-territoriales	77,3%	22,7%	100,0%
Z - Non déterminé	44,0%	56,0%	100,0%

Tableau 4 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le genre (janvier 2022 - janvier 2023) – partie 3

	Emplois salarié	s hors intérimaires en janvier 2023	3	% du secteur dans l'emploi salarié	hors intérimaire en janvier 2023
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes
A - Agriculture, sylviculture et pêche	380	1 250	1 630	0,2%	0,4%
B - Industries extractives	30	230	260	0,0%	0,1%
C - Industrie manufacturière	5 890	26 170	32 060	3,0%	9,3%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	310	1 540	1 850	0,2%	0,6%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	300	1 780	2 080	0,2%	0,6%
F - Construction	4 740	46 360	51 100	2,4%	16,6%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	23 080	30 020	53 100	11,7%	10,7%
H - Transports et entreposage	4 610	28 750	33 360	2,3%	10,3%
I - Hébergement et restauration	11 050	10 470	21 520	5,6%	3,7%
J - Information et communication	5 660	16 160	21 820	2,9%	5,8%
K - Activités financières et d'assurance	23 920	29 420	53 340	12,1%	10,5%
L - Activités immobilières	1 750	1 750	3 500	0,9%	0,6%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	21 100	27 010	48 110	10,7%	9,6%
N - Activités de services administratifs et de soutien	15 140	11 730	26 870	7,7%	4,2%
O - Administration publique	27 400	27 160	54 560	13,9%	9,7%
P - Enseignement (privé)	3 200	2 600	5 800	1,6%	0,9%
Q - Santé humaine et action sociale	35 340	11 620	46 960	17,9%	4,2%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	1 150	1 700	2 850	0,6%	0,6%
S - Autres activités de services	4 930	2 160	7 090	2,5%	0,8%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	5 430	260	5 690	2,8%	0,1%
U - Activités extra-territoriales	540	270	810	0,3%	0,1%
Z - Non déterminé	1 270	1 550	2 820	0,6%	0,6%
Total	197 220	279 960	477 180	100,0%	100,0%

Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et l'âge (janvier 2022 - janvier 2023) – partie 1

_	Recrutements							Fins de contrat				
	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans	Total	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans	Total
A - Agriculture, sylviculture et pêche	200	180	130	110	50	670	140	190	130	100	80	640
B - Industries extractives	10	20	10	10	0	50	0	20	10	10	20	60
C - Industrie manufacturière	1 280	2 440	1 850	950	340	6 860	860	1 980	1 720	950	1 110	6 620
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	60	140	50	40	10	300	30	70	50	30	40	220
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	40	130	100	60	20	350	20	80	80	50	60	290
F - Construction	2 760	4 790	4 440	3 400	1 200	16 590	1 970	4 360	4 290	3 390	2 130	16 140
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	5 520	5 640	3 640	2 000	720	17 520	4 520	5 370	3 480	2 180	1 570	17 120
H - Transports et entreposage	1 450	3 000	2 590	1 790	750	9 580	870	2 520	2 130	1 520	1 300	8 340
I - Hébergement et restauration	3 690	4 370	3 040	1 990	660	13 750	2 970	4 190	2 920	1 980	860	12 920
J - Information et communication	950	2 850	1 690	710	210	6 410	460	2 470	1 740	830	430	5 930
K - Activités financières et d'assurance	2 230	5 910	3 650	1 750	460	14 000	1 360	4 410	3 380	1 810	1 220	12 180
L - Activités immobilières	180	390	340	320	150	1 380	140	410	340	300	200	1 390
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	4 000	8 240	3 620	1 610	530	18 000	2 160	6 890	3 500	1 710	910	15 170
N - Activités de services administratifs et de soutien	2 710	4 250	3 260	2 170	670	13 060	2 240	3 900	3 160	2 210	1 060	12 570
O - Administration publique	2 450	3 770	1 900	870	330	9 320	1 830	2 460	1 230	710	1 370	7 600
P - Enseignement (privé)	480	780	410	160	70	1 900	390	700	400	160	150	1 800
Q - Santé humaine et action sociale	2 640	5 470	3 150	1 870	660	13 790	1 580	4 680	2 630	1 690	1 360	11 940
R - Arts, spectacles et activités récréatives	330	460	210	150	90	1 240	210	440	210	130	110	1 100
S - Autres activités de services	510	960	590	360	150	2 570	360	860	590	360	260	2 430
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	100	360	840	1 360	1 110	3 770	90	360	850	1 440	1 290	4 030
U - Activités extra-territoriales	10	40	80	60	30	220	0	40	80	60	60	240
Z - Non déterminé	220	900	910	720	330	3 080	90	490	610	470	250	1 910
Total	31 820	55 090	36 500	22 460	8 540	154 410	22 290	46 890	33 530	22 090	15 840	140 640

Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et l'âge (janvier 2022 - janvier 2023) – partie 2

		% du secteu	r dans les recruter	ments			% du secteu	r dans les fins de c	ontrat	
	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans
A - Agriculture, sylviculture et pêche	0,6%	0,3%	0,4%	0,5%	0,6%	0,6%	0,4%	0,4%	0,5%	0,5%
B - Industries extractives	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%
C - Industrie manufacturière	4,0%	4,4%	5,1%	4,2%	4,0%	3,9%	4,2%	5,1%	4,3%	7,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	0,2%	0,3%	0,1%	0,2%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,3%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	0,1%	0,2%	0,3%	0,3%	0,2%	0,1%	0,2%	0,2%	0,2%	0,4%
F - Construction	8,7%	8,7%	12,2%	15,1%	14,1%	8,8%	9,3%	12,8%	15,3%	13,4%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	17,3%	10,2%	10,0%	8,9%	8,4%	20,3%	11,5%	10,4%	9,9%	9,9%
H - Transports et entreposage	4,6%	5,4%	7,1%	8,0%	8,8%	3,9%	5,4%	6,4%	6,9%	8,2%
I - Hébergement et restauration	11,6%	7,9%	8,3%	8,9%	7,7%	13,3%	8,9%	8,7%	9,0%	5,4%
J - Information et communication	3,0%	5,2%	4,6%	3,2%	2,5%	2,1%	5,3%	5,2%	3,8%	2,7%
K - Activités financières et d'assurance	7,0%	10,7%	10,0%	7,8%	5,4%	6,1%	9,4%	10,1%	8,2%	7,7%
L - Activités immobilières	0,6%	0,7%	0,9%	1,4%	1,8%	0,6%	0,9%	1,0%	1,4%	1,3%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	12,6%	15,0%	9,9%	7,2%	6,2%	9,7%	14,7%	10,4%	7,7%	5,7%
N - Activités de services administratifs et de soutien	8,5%	7,7%	8,9%	9,7%	7,8%	10,0%	8,3%	9,4%	10,0%	6,7%
O - Administration publique	7,7%	6,8%	5,2%	3,9%	3,9%	8,2%	5,2%	3,7%	3,2%	8,6%
P - Enseignement (privé)	1,5%	1,4%	1,1%	0,7%	0,8%	1,7%	1,5%	1,2%	0,7%	0,9%
Q - Santé humaine et action sociale	8,3%	9,9%	8,6%	8,3%	7,7%	7,1%	10,0%	7,8%	7,7%	8,6%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	1,0%	0,8%	0,6%	0,7%	1,1%	0,9%	0,9%	0,6%	0,6%	0,7%
S - Autres activités de services	1,6%	1,7%	1,6%	1,6%	1,8%	1,6%	1,8%	1,8%	1,6%	1,6%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	0,3%	0,7%	2,3%	6,1%	13,0%	0,4%	0,8%	2,5%	6,5%	8,1%
U - Activités extra-territoriales	0,0%	0,1%	0,2%	0,3%	0,4%	0,0%	0,1%	0,2%	0,3%	0,4%
Z - Non déterminé	0,7%	1,6%	2,5%	3,2%	3,9%	0,4%	1,0%	1,8%	2,1%	1,6%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et l'âge (janvier 2022 - janvier 2023) – partie 3

#### % des recrutements dans le secteur

	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans	Total
A - Agriculture, sylviculture et pêche	29,9%	26,9%	19,4%	16,4%	7,5%	100,0%
B - Industries extractives	20,0%	40,0%	20,0%	20,0%	0,0%	100,0%
C - Industrie manufacturière	18,7%	35,6%	27,0%	13,8%	5,0%	100,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	20,0%	46,7%	16,7%	13,3%	3,3%	100,0%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	11,4%	37,1%	28,6%	17,1%	5,7%	100,0%
F - Construction	16,6%	28,9%	26,8%	20,5%	7,2%	100,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	31,5%	32,2%	20,8%	11,4%	4,1%	100,0%
H - Transports et entreposage	15,1%	31,3%	27,0%	18,7%	7,8%	100,0%
I - Hébergement et restauration	26,8%	31,8%	22,1%	14,5%	4,8%	100,0%
J - Information et communication	14,8%	44,5%	26,4%	11,1%	3,3%	100,0%
K - Activités financières et d'assurance	15,9%	42,2%	26,1%	12,5%	3,3%	100,0%
L - Activités immobilières	13,0%	28,3%	24,6%	23,2%	10,9%	100,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	22,2%	45,8%	20,1%	8,9%	2,9%	100,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	20,8%	32,5%	25,0%	16,6%	5,1%	100,0%
O - Administration publique	26,3%	40,5%	20,4%	9,3%	3,5%	100,0%
P - Enseignement (privé)	25,3%	41,1%	21,6%	8,4%	3,7%	100,0%
Q - Santé humaine et action sociale	19,1%	39,7%	22,8%	13,6%	4,8%	100,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	26,6%	37,1%	16,9%	12,1%	7,3%	100,0%
S - Autres activités de services	19,8%	37,4%	23,0%	14,0%	5,8%	100,0%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	2,7%	9,5%	22,3%	36,1%	29,4%	100,0%
U - Activités extra-territoriales	4,5%	18,2%	36,4%	27,3%	13,6%	100,0%
Z - Non déterminé	7,1%	29,2%	29,5%	23,4%	10,7%	100,0%

Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et l'âge (janvier 2022 - janvier 2023) – partie 4

		Emplois sal	ariés hors intéri	maires en janvie	r 2023		% du secteu	r dans l'emploi	salarié hors inté	rimaire en janvi	er 2023
	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans	Total	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans
A - Agriculture, sylviculture et pêche	220	440	400	340	230	1 630	0,7%	0,3%	0,3%	0,3%	0,4%
B - Industries extractives	10	40	60	100	60	270	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%
C - Industrie manufacturière	1 550	7 150	9 330	9 520	4 510	32 060	5,2%	5,6%	6,9%	7,7%	7,5%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	100	550	530	480	190	1 850	0,3%	0,4%	0,4%	0,4%	0,3%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	60	490	580	610	340	2 080	0,2%	0,4%	0,4%	0,5%	0,6%
F - Construction	3 420	10 890	13 960	14 770	8 060	51 100	11,5%	8,5%	10,3%	12,0%	13,4%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	5 300	13 740	14 310	13 250	6 500	53 100	17,8%	10,7%	10,6%	10,7%	10,8%
H - Transports et entreposage	1 670	7 530	9 430	9 790	4 940	33 360	5,6%	5,9%	7,0%	7,9%	8,2%
I - Hébergement et restauration	2 510	5 570	5 890	5 110	2 440	21 520	8,4%	4,3%	4,3%	4,1%	4,1%
J - Information et communication	930	6 800	6 760	5 140	2 190	21 820	3,1%	5,3%	5,0%	4,2%	3,6%
K - Activités financières et d'assurance	1 640	13 660	16 330	15 380	6 330	53 340	5,5%	10,6%	12,1%	12,5%	10,5%
L - Activités immobilières	160	790	950	920	680	3 500	0,5%	0,6%	0,7%	0,7%	1,1%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	3 220	19 240	13 170	8 500	3 980	48 110	10,8%	15,0%	9,7%	6,9%	6,6%
N - Activités de services administratifs et de soutien	1 710	6 720	7 720	7 410	3 310	26 870	5,7%	5,2%	5,7%	6,0%	5,5%
O - Administration publique	2 700	14 950	16 870	13 900	6 140	54 560	9,1%	11,6%	12,5%	11,3%	10,2%
P - Enseignement (privé)	300	1 840	1 630	1 360	670	5 800	1,0%	1,4%	1,2%	1,1%	1,1%
Q - Santé humaine et action sociale	3 330	14 160	12 610	11 270	5 590	46 960	11,2%	11,0%	9,3%	9,1%	9,3%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	270	830	750	620	390	2 860	0,9%	0,6%	0,6%	0,5%	0,6%
S - Autres activités de services	590	2 000	1 920	1 660	920	7 090	2,0%	1,6%	1,4%	1,3%	1,5%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	60	410	1 210	2 170	1 840	5 690	0,2%	0,3%	0,9%	1,8%	3,1%
U - Activités extra-territoriales	0	110	190	310	190	800	0,0%	0,1%	0,1%	0,3%	0,3%
Z - Non déterminé	70	590	830	820	510	2 820	0,2%	0,5%	0,6%	0,7%	0,8%
Total	29 820	128 500	135 430	123 430	60 010	477 190	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau 6 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence (janvier 2022 - janvier 2023) – partie 1

	Recrutements Fins de contrat			rat				
	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers	Total	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers	Total
A - Agriculture, sylviculture et pêche	180	190	310	680	160	180	310	650
B - Industries extractives	40	0	20	60	30	10	20	60
C - Industrie manufacturière	4 610	570	1 680	6 860	4 350	800	1 480	6 630
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	120	110	60	290	70	110	40	220
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	200	100	50	350	180	70	40	290
F - Construction	9 520	1 290	5 780	16 590	9 070	1 410	5 660	16 140
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	9 650	3 420	4 450	17 520	9 200	3 820	4 100	17 120
H - Transports et entreposage	4 220	1 370	3 990	9 580	3 920	1 350	3 080	8 350
I - Hébergement et restauration	4 570	1 900	7 280	13 750	4 190	1 840	6 890	12 920
J - Information et communication	3 160	750	2 500	6 410	3 060	850	2 010	5 920
K - Activités financières et d'assurance	6 080	1 380	6 540	14 000	5 320	1 680	5 180	12 180
L - Activités immobilières	550	350	480	1 380	510	370	510	1 390
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	7 540	1 970	8 480	17 990	6 800	2 100	6 280	15 180
N - Activités de services administratifs et de soutien	6 190	1 390	5 480	13 060	5 890	1 510	5 170	12 570
O - Administration publique	690	7 530	1 100	9 320	460	6 430	710	7 600
P - Enseignement (privé)	510	550	840	1 900	480	540	780	1 800
Q - Santé humaine et action sociale	5 270	4 940	3 580	13 790	4 230	4 680	3 020	11 930
R - Arts, spectacles et activités récréatives	400	410	430	1 240	330	380	380	1 090
S - Autres activités de services	920	720	930	2 570	880	740	810	2 430
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	440	290	3 030	3 760	470	350	3 210	4 030
U - Activités extra-territoriales	60	20	140	220	70	30	130	230
Z - Non déterminé	700	620	1 770	3 090	210	510	1 190	1 910
Total	65 620	29 870	58 920	154 410	59 880	29 760	51 000	140 640

Tableau 6 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence (janvier 2022 - janvier 2023) – partie 2

	% c	du secteur dans les recrutement	S	% du s	secteur dans les fins de cont	itrat	
	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers	Frontaliers Ré	sidents luxembourgeois	Résidents étrangers	
A - Agriculture, sylviculture et pêche	0,3%	0,6%	0,5%	0,3%	0,6%	0,5%	
B - Industries extractives	0,1%	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	
C - Industrie manufacturière	7,0%	1,9%	2,9%	7,3%	2,7%	2,9%	
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	0,2%	0,4%	0,1%	0,1%	0,4%	0,1%	
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	0,3%	0,3%	0,1%	0,3%	0,2%	0,1%	
F - Construction	14,5%	4,3%	9,8%	15,1%	4,7%	9,8%	
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	14,7%	11,4%	7,6%	15,4%	12,8%	7,6%	
H - Transports et entreposage	6,4%	4,6%	6,8%	6,5%	4,5%	6,8%	
I - Hébergement et restauration	7,0%	6,4%	12,4%	7,0%	6,2%	12,4%	
J - Information et communication	4,8%	2,5%	4,2%	5,1%	2,9%	4,2%	
K - Activités financières et d'assurance	9,3%	4,6%	11,1%	8,9%	5,6%	11,1%	
L - Activités immobilières	0,8%	1,2%	0,8%	0,9%	1,2%	0,8%	
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	11,5%	6,6%	14,4%	11,4%	7,1%	14,4%	
N - Activités de services administratifs et de soutien	9,4%	4,7%	9,3%	9,8%	5,1%	9,3%	
O - Administration publique	1,1%	25,2%	1,9%	0,8%	21,6%	1,9%	
P - Enseignement (privé)	0,8%	1,8%	1,4%	0,8%	1,8%	1,4%	
Q - Santé humaine et action sociale	8,0%	16,5%	6,1%	7,1%	15,7%	6,1%	
R - Arts, spectacles et activités récréatives	0,6%	1,4%	0,7%	0,6%	1,3%	0,7%	
S - Autres activités de services	1,4%	2,4%	1,6%	1,5%	2,5%	1,6%	
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	0,7%	1,0%	5,1%	0,8%	1,2%	5,1%	
U - Activités extra-territoriales	0,1%	0,1%	0,2%	0,1%	0,1%	0,2%	
Z - Non déterminé	1,1%	2,1%	3,0%	0,4%	1,7%	3,0%	
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	

Tableau 6 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence (janvier 2022 - janvier 2023) – partie 3

### % des recrutements dans le secteur

	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers	Total
A - Agriculture, sylviculture et pêche	26,5%	27,9%	45,6%	100,0%
B - Industries extractives	66,7%	0,0%	33,3%	100,0%
C - Industrie manufacturière	67,2%	8,3%	24,5%	100,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	41,4%	37,9%	20,7%	100,0%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	57,1%	28,6%	14,3%	100,0%
F - Construction	57,4%	7,8%	34,8%	100,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	55,1%	19,5%	25,4%	100,0%
H - Transports et entreposage	44,1%	14,3%	41,6%	100,0%
I - Hébergement et restauration	33,2%	13,8%	52,9%	100,0%
J - Information et communication	49,3%	11,7%	39,0%	100,0%
K - Activités financières et d'assurance	43,4%	9,9%	46,7%	100,0%
L - Activités immobilières	39,9%	25,4%	34,8%	100,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	41,9%	11,0%	47,1%	100,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	47,4%	10,6%	42,0%	100,0%
O - Administration publique	7,4%	80,8%	11,8%	100,0%
P - Enseignement	26,8%	28,9%	44,2%	100,0%
Q - Santé humaine et action sociale	38,2%	35,8%	26,0%	100,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	32,3%	33,1%	34,7%	100,0%
S - Autres activités de services	35,8%	28,0%	36,2%	100,0%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	11,7%	7,7%	80,6%	100,0%
U - Activités extra-territoriales	27,3%	9,1%	63,6%	100,0%
Z - Non déterminé	22,7%	20,1%	57,3%	100,0%

Tableau 6 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence (janvier 2022 - janvier 2023) – partie 4

	Emplois salariés hors intérimaires en janvier 2023				% du secteur dans l'emploi salarié hors intérimaire en janvier 2023			
	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers	Total	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers	
A - Agriculture, sylviculture et pêche	570	460	600	1 630	0,3%	0,4%	0,4%	
B - Industries extractives	150	40	70	260	0,1%	0,0%	0,1%	
C - Industrie manufacturière	22 560	3 570	5 930	32 060	10,5%	2,8%	4,4%	
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	570	1 050	230	1 850	0,3%	0,8%	0,2%	
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	1 050	770	260	2 080	0,5%	0,6%	0,2%	
F - Construction	29 930	4 630	16 540	51 100	13,9%	3,7%	12,2%	
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	32 380	9 370	11 350	53 100	15,0%	7,4%	8,4%	
H - Transports et entreposage	15 190	7 750	10 420	33 360	7,1%	6,1%	7,7%	
I - Hébergement et restauration	8 160	2 650	10 710	21 520	3,8%	2,1%	7,9%	
J - Information et communication	11 510	4 020	6 290	21 820	5,3%	3,2%	4,6%	
K - Activités financières et d'assurance	24 990	9 410	18 940	53 340	11,6%	7,4%	14,0%	
L - Activités immobilières	1 280	1 130	1 090	3 500	0,6%	0,9%	0,8%	
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	22 740	6 760	18 610	48 110	10,6%	5,3%	13,7%	
N - Activités de services administratifs et de soutien	14 050	2 620	10 200	26 870	6,5%	2,1%	7,5%	
O - Administration publique	4 050	46 630	3 880	54 560	1,9%	36,9%	2,9%	
P - Enseignement (privé)	1 810	1 700	2 290	5 800	0,8%	1,3%	1,7%	
Q - Santé humaine et action sociale	19 290	18 920	8 750	46 960	9,0%	15,0%	6,5%	
R - Arts, spectacles et activités récréatives	1 080	1 000	770	2 850	0,5%	0,8%	0,6%	
S - Autres activités de services	2 490	2 500	2 100	7 090	1,2%	2,0%	1,6%	
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	820	670	4 200	5 690	0,4%	0,5%	3,1%	
U - Activités extra-territoriales	260	130	420	810	0,1%	0,1%	0,3%	
Z - Non déterminé	360	710	1 750	2 820	0,2%	0,6%	1,3%	
Total	215 290	126 490	135 400	477 180	100,0%	100,0%	100,0%	

Tableau 7 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le type de contrat (janvier 2022 - janvier 2023) – partie 1

				Recrutement	ts			Fins de contrat			% du secteur dans les recrutements	
			CDD			CDI	Total	CDD	CDI	Total	CDD	CDI
	<= 1 mois	2 - 6 mois	7 - 12 mois	> 12 mois	Total							
A - Agriculture, sylviculture et pêche	60	110	40	0	210	470	680	170	480	650	0,5%	0,4%
B - Industries extractives	0	10	0	0	10	50	60	10	50	60	0,0%	0,0%
C - Industrie manufacturière	400	1 150	420	40	2 010	4 850	6 860	1 260	5 370	6 630	4,9%	4,3%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	0	10	20	0	30	260	290	10	210	220	0,1%	0,2%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	0	10	20	10	40	310	350	20	270	290	0,1%	0,3%
F - Construction	770	2 060	440	50	3 320	13 270	16 590	2 640	13 500	16 140	8,2%	11,7%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	1 210	4 180	980	100	6 470	11 050	17 520	5 080	12 040	17 120	15,9%	9,7%
H - Transports et entreposage	270	1 000	720	80	2 070	7 510	9 580	1 370	6 980	8 350	5,1%	6,6%
I - Hébergement et restauration	810	1 950	520	40	3 320	10 430	13 750	2 600	10 320	12 920	8,2%	9,2%
J - Information et communication	220	620	200	70	1 110	5 300	6 410	930	4 990	5 920	2,7%	4,7%
K - Activités financières et d'assurance	110	1 840	590	190	2 730	11 270	14 000	2 130	10 050	12 180	6,7%	9,9%
L - Activités immobilières	30	100	40	10	180	1 200	1 380	180	1 210	1 390	0,4%	1,1%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	340	2 250	470	240	3 300	14 690	17 990	2 680	12 500	15 180	8,1%	12,9%
N - Activités de services administratifs et de soutien	2 120	2 730	560	60	5 470	7 590	13 060	4 340	8 230	12 570	13,4%	6,7%
O - Administration publique	1 090	790	1 150	330	3 360	5 960	9 320	3 070	4 530	7 600	8,3%	5,2%
P - Enseignement (privé)	80	510	230	380	1 200	700	1 900	1 080	720	1 800	2,9%	0,6%
Q - Santé humaine et action sociale	530	2 280	1 110	310	4 230	9 560	13 790	3 240	8 690	11 930	10,4%	8,4%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	110	210	210	60	590	650	1 240	500	590	1 090	1,5%	0,6%
S - Autres activités de services	70	260	180	70	580	1 990	2 570	410	2 020	2 430	1,4%	1,7%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	20	10	10	0	40	3 720	3 760	40	3 990	4 030	0,1%	3,3%
U - Activités extra-territoriales	40	20	80	20	160	60	220	130	100	230	0,4%	0,1%
Z - Non déterminé	80	120	40	10	250	2 840	3 090	160	1 750	1 910	0,6%	2,5%
Total	8 360	22 220	8 030	2 070	40 680	113 730	154 410	32 050	108 590	140 640	100,0%	100,0%

Tableau 7 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le type de contrat (janvier 2022 - janvier 2023) – partie 2

	% des recrutements dan	is le secteur	
	CDD	CDI	Total
A - Agriculture, sylviculture et pêche	30,9%	69,1%	100,0%
B - Industries extractives	16,7%	83,3%	100,0%
C - Industrie manufacturière	29,3%	70,7%	100,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	10,3%	89,7%	100,0%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	11,4%	88,6%	100,0%
F - Construction	20,0%	80,0%	100,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	36,9%	63,1%	100,0%
H - Transports et entreposage	21,6%	78,4%	100,0%
I - Hébergement et restauration	24,1%	75,9%	100,0%
J - Information et communication	17,3%	82,7%	100,0%
K - Activités financières et d'assurance	19,5%	80,5%	100,0%
L - Activités immobilières	13,0%	87,0%	100,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	18,3%	81,7%	100,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	41,9%	58,1%	100,0%
O - Administration publique	36,1%	63,9%	100,0%
P - Enseignement (privé)	63,2%	36,8%	100,0%
Q - Santé humaine et action sociale	30,7%	69,3%	100,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	47,6%	52,4%	100,0%
S - Autres activités de services	22,6%	77,4%	100,0%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	1,1%	98,9%	100,0%
U - Activités extra-territoriales	72,7%	27,3%	100,0%
Z - Non déterminé	8,1%	91,9%	100,0%

Tableau 7 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le type de contrat (janvier 2022 - janvier 2023) – partie 3

	Emplois salariés hors int	érimaires en janvier 2023		% du secteur dans l'emploi salarié hors in	érimaire en janvier 2023
	CDD	CDI	Total	CDD	CDI
A - Agriculture, sylviculture et pêche	80	1 550	1 630	0,3%	0,3%
B - Industries extractives	0	260	260	0,0%	0,1%
C - Industrie manufacturière	1 290	30 770	32 060	5,5%	6,8%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	20	1 830	1 850	0,1%	0,4%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	40	2 040	2 080	0,2%	0,4%
F - Construction	1 190	49 910	51 100	5,0%	11,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	3 710	49 390	53 100	15,7%	10,9%
H - Transports et entreposage	970	32 390	33 360	4,1%	7,1%
I - Hébergement et restauration	950	20 570	21 520	4,0%	4,5%
J - Information et communication	500	21 320	21 820	2,1%	4,7%
K - Activités financières et d'assurance	1 830	51 510	53 340	7,8%	11,4%
L - Activités immobilières	70	3 430	3 500	0,3%	0,8%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	1 810	46 300	48 110	7,7%	10,2%
N - Activités de services administratifs et de soutien	1 930	24 940	26 870	8,2%	5,5%
O - Administration publique	2 830	51 730	54 560	12,0%	11,4%
P - Enseignement (privé)	1 720	4 080	5 800	7,3%	0,9%
Q - Santé humaine et action sociale	3 650	43 310	46 960	15,5%	9,5%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	390	2 460	2 850	1,7%	0,5%
S - Autres activités de services	360	6 730	7 090	1,5%	1,5%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	10	5 680	5 690	0,0%	1,3%
U - Activités extra-territoriales	190	620	810	0,8%	0,1%
Z - Non déterminé	50	2 770	2 820	0,2%	0,6%
Total	23 590	453 590	477 180	100,0%	100,0%

Tableau 8 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et la rémunération au voisinage du salaire social minimum (janvier 2022 - janvier 2023) - partie 1

		Re	ecrutements			% du secteur dans les recrutements		
	Au vo	oisinage du SSM		Supérieur au SSM	Total	Au voisinage du SSM	Supérieur au SSM	
	SSM non qualifié	SSM qualifié	Total					
A - Agriculture, sylviculture et pêche	330	70	400	270	670	0,8%	0,3%	
B - Industries extractives	10	10	20	40	60	0,0%	0,0%	
C - Industrie manufacturière	1 380	930	2 310	4 550	6 860	4,6%	4,3%	
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	10	10	20	270	290	0,0%	0,3%	
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	50	60	110	240	350	0,2%	0,2%	
F - Construction	3 530	2 030	5 560	11 030	16 590	11,2%	10,5%	
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	7 420	1 790	9 210	8 310	17 520	18,5%	7,9%	
H - Transports et entreposage	2 290	1 660	3 950	5 630	9 580	7,9%	5,4%	
I - Hébergement et restauration	7 140	1 510	8 650	5 100	13 750	17,4%	4,9%	
J - Information et communication	490	470	960	5 460	6 420	1,9%	5,2%	
K - Activités financières et d'assurance	1 760	240	2 000	12 000	14 000	4,0%	11,5%	
L - Activités immobilières	200	150	350	1 020	1 370	0,7%	1,0%	
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	1 890	970	2 860	15 140	18 000	5,7%	14,5%	
N - Activités de services administratifs et de soutien	2 300	970	3 270	9 800	13 070	6,6%	9,4%	
O - Administration publique	840	140	980	8 340	9 320	2,0%	8,0%	
P - Enseignement (privé)	170	390	560	1 340	1 900	1,1%	1,3%	
Q - Santé humaine et action sociale	3 070	1 170	4 240	9 550	13 790	8,5%	9,1%	
R - Arts, spectacles et activités récréatives	330	120	450	790	1 240	0,9%	0,8%	
S - Autres activités de services	670	480	1 150	1 420	2 570	2,3%	1,4%	
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	860	200	1 060	2 710	3 770	2,1%	2,6%	
U - Activités extra-territoriales	0	10	10	210	220	0,0%	0,2%	
Z - Non déterminé	1 400	240	1 640	1 440	3 080	3,3%	1,4%	
Total	36 140	13 620	49 760	104 660	154 420	100,0%	100,0%	

Tableau 8 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et la rémunération au voisinage du salaire social minimum (janvier 2022 - janvier 2023) - partie 2

	% des recrutemen	ts dans le secteur	
	Au voisinage du SSM	Supérieur au SSM	Total
A - Agriculture, sylviculture et pêche	59,7%	40,3%	100,0%
B - Industries extractives	33,3%	66,7%	100,0%
C - Industrie manufacturière	33,7%	66,3%	100,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	6,9%	93,1%	100,0%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	31,4%	68,6%	100,0%
F - Construction	33,5%	66,5%	100,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	52,6%	47,4%	100,0%
H - Transports et entreposage	41,2%	58,8%	100,0%
I - Hébergement et restauration	62,9%	37,1%	100,0%
J - Information et communication	15,0%	85,0%	100,0%
K - Activités financières et d'assurance	14,3%	85,7%	100,0%
L - Activités immobilières	25,5%	74,5%	100,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	15,9%	84,1%	100,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	25,0%	75,0%	100,0%
O - Administration publique	10,5%	89,5%	100,0%
P - Enseignement (privé)	29,5%	70,5%	100,0%
Q - Santé humaine et action sociale	30,7%	69,3%	100,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	36,3%	63,7%	100,0%
S - Autres activités de services	44,7%	55,3%	100,0%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	28,1%	71,9%	100,0%
U - Activités extra-territoriales	4,5%	95,5%	100,0%

Z - Non déterminé

53,2%

46,8%

100,0%

Tableau 8 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et la rémunération au voisinage du salaire social minimum (janvier 2022 - janvier 2023) - partie 3

	Emplois salariés hors	intérimaires en janvier 2023		% du secteur dans l'emploi salarié hors ir	ntérimaire en janvier 2023
	Au voisinage du SSM	Supérieur au SSM	Total	Au voisinage du SSM	Supérieur au SSM
A - Agriculture, sylviculture et pêche	640	990	1 630	0,9%	0,2%
B - Industries extractives	20	250	270	0,0%	0,1%
C - Industrie manufacturière	4 410	27 650	32 060	6,4%	6,8%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	30	1 820	1 850	0,0%	0,4%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	280	1 810	2 090	0,4%	0,4%
F - Construction	7 300	43 800	51 100	10,6%	10,7%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	14 740	38 360	53 100	21,3%	9,4%
H - Transports et entreposage	4 690	28 670	33 360	6,8%	7,0%
I - Hébergement et restauration	10 170	11 350	21 520	14,7%	2,8%
J - Information et communication	640	21 180	21 820	0,9%	5,2%
K - Activités financières et d'assurance	1 120	52 220	53 340	1,6%	12,8%
L - Activités immobilières	430	3 070	3 500	0,6%	0,8%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	2 060	46 040	48 100	3,0%	11,3%
N - Activités de services administratifs et de soutien	10 520	16 350	26 870	15,2%	4,0%
O - Administration publique	1 170	53 390	54 560	1,7%	13,1%
P - Enseignement (privé)	190	5 610	5 800	0,3%	1,4%
Q - Santé humaine et action sociale	5 890	41 070	46 960	8,5%	10,1%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	430	2 430	2 860	0,6%	0,6%
S - Autres activités de services	1 340	5 750	7 090	1,9%	1,4%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	1 280	4 410	5 690	1,9%	1,1%
U - Activités extra-territoriales	20	780	800	0,0%	0,2%
Z - Non déterminé	1 750	1 070	2 820	2,5%	0,3%
Total	69 120	408 070	477 190	100,0%	100,0%